

The Agreement was
previously published
as Cmnd. 4768



UNIVERSAL
POSTAL UNION

Treaty Series No. 76 (1973)

Giro Transfers Agreement

[with Detailed Regulations]

Tokyo, 14 November 1969

[The United Kingdom notification of approval was deposited
on 30 June 1972]

Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
August 1973

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

55p net

Cmnd. 5359

CONTENTS

	<i>French Text Page</i>	<i>English Translation Page</i>
1. Giro Transfers Agreement	3	57
2. Detailed Regulations for implementing the Giro Transfers Agreement	32	68
3. List of Forms	42	77
4. Ratifications and Approvals	—	91

Note: The authentic texts of the above instruments are in the French language only. The English translations have been prepared by the Ministry of Posts and Telecommunications.

ARRANGEMENT**CONCERNANT****LES VIREMENTS POSTAUX****TABLE DES MATIÈRES**

<p style="text-align: center;">TITRE I DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES</p> <p>Art.</p> <p>1. Objet de l'Arrangement</p> <p style="text-align: center;">TITRE II VIREMENTS POSTAUX</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE I CONDITIONS D'ADMISSION ET EXÉCUTION DES ORDRES DE VIREMENT</p> <p>2. Modes d'échange 3. Monnaie. Conversion 4. Montant maximal 5. Taxes 6. Franchise de taxe 7. Avis de virement 8. Dispositions particulières aux virements télégraphiques 9. Inscription au compte du bénéficiaire. Avis d'inscription 10. Echange des virements 11. Bureaux d'échange</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE II ANNULATION. RÉCLAMATIONS</p> <p>12. Annulation des virements 13. Réclamations. Demandes de renseignements 14. Virements non portés au crédit du compte du bénéficiaire</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE III RESPONSABILITÉ</p> <p>15. Principe et étendue de la responsabilité 16. Exceptions au principe de la responsabilité 17. Détermination de la responsabilité 18. Paiement des sommes dues. Recours 19. Délai de paiement 20. Remboursement à l'Administration intervenante</p>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE IV COMPTABILITÉ</p> <p>Art.</p> <p>21. Etablissement et règlement des comptes 22. Paiement. Intérêts moratoires 23. Compte général trimestriel</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE V DISPOSITIONS DIVERSES</p> <p>24. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger 25. Franchise postale 26. Liste des titulaires de comptes</p> <p style="text-align: center;">TITRE III VERSEMENTS POSTAUX</p> <p>27. Dispositions générales</p> <p style="text-align: center;">TITRE IV CHÈQUES POSTAUX ET CHÈQUES POSTAUX DE VOYAGE</p> <p>28. Paiements au moyen de chèques postaux et de chèques postaux de voyage</p> <p style="text-align: center;">TITRE V RÈGLEMENT PAR VIREMENT DES VALEURS DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX</p> <p>29. Valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux 30. Taxe 31. Responsabilité</p> <p style="text-align: center;">TITRE VI DISPOSITIONS FINALES</p> <p>32. Application de la Convention 33. Exception à l'application de la Constitution 34. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution 35. Mise à exécution et durée de l'Arrangement</p>
---	---

ARRANGEMENT*CONCERNANT***LES VIREMENTS POSTAUX**

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, § 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, § 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant :

TITRE I**DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES****ARTICLE PREMIER****Objet de l'Arrangement**

1. Le présent Arrangement régit l'échange des virements postaux que les Pays contractants conviennent d'instituer. Tout titulaire d'un compte courant postal tenu dans l'un de ces Pays peut ordonner des virements au profit d'un compte courant postal tenu dans un autre de ces Pays.

2. D'autre part, l'Arrangement prévoit l'échange des versements postaux, celui des chèques postaux et des chèques postaux de voyage entre les Pays qui conviennent d'instituer ces services, en tout ou en partie, dans leurs relations réciproques.

3. Sous réserve d'accords particuliers entre les Administrations intéressées, le service peut être étendu au règlement, par virement postal, des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux.

TITRE II**VIREMENTS POSTAUX****CHAPITRE I****CONDITIONS D'ADMISSION ET EXÉCUTION
DES ORDRES DE VIREMENT****ARTICLE 2****Modes d'échange**

Les virements postaux peuvent être échangés soit par voie postale, soit, si les télégrammes-virements sont admis dans les relations entre Pays intéressés, par voie télégraphique.

ARTICLE 3

Monnaie. Conversion

1. Sauf entente spéciale, le montant des virements est exprimé en monnaie du Pays de destination.

2. Toutefois, chaque Administration peut admettre que ledit montant soit indiqué en monnaie du Pays d'origine par le titulaire du compte à débiter.

3. L'Administration d'origine fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du Pays de destination.

ARTICLE 4

Montant maximal

Chaque Administration a la faculté de limiter le montant des virements que tout titulaire de compte peut ordonner soit dans une journée soit au cours d'une période déterminée.

ARTICLE 5

Taxes

1. La taxe d'un virement ne doit pas dépasser 1‰ de la somme virée avec faculté, pour chaque Administration:

(a) d'arrondir les fractions selon les convenances de son service;

(b) de fixer un minimum de perception qui ne peut excéder 20 centimes.

2. Au lieu de cette taxe proportionnelle, les Administrations ont toutefois la faculté de percevoir une taxe uniforme indépendante du montant de la somme virée. Cette taxe uniforme ne doit pas excéder 50 centimes.

3. L'inscription d'un virement au crédit d'un compte courant postal ne peut être soumise à une taxe supérieure à celle qui est éventuellement perçue pour une même opération dans le service intérieur.

ARTICLE 6

Franchise de taxe

Sont exonérés de toutes taxes les virements relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 13 de la Convention.

ARTICLE 7

Avis de virement

1. Tout virement transmis par la voie postale fait l'objet d'un avis de virement établi soit par le tireur, soit par le bureau de chèques postaux détenteur de son compte.

2. Le verso de cet avis peut être utilisé pour une communication particulière destinée au bénéficiaire.

3. Les avis de virement sont envoyés sans frais aux bénéficiaires après inscription des sommes virées au crédit de leurs comptes.

ARTICLE 8

Dispositions particulières aux virements télégraphiques

1. Les virements télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications.

2. En sus de la taxe prévue à l'article 5, le tireur d'un virement télégraphique paie la taxe du télégramme, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire et, en outre, une taxe fixe qui ne peut dépasser 1 franc.

3. Pour chaque virement télégraphique, le bureau de chèques postaux destinataire établit un avis d'arrivée et l'adresse sans frais au bénéficiaire.

ARTICLE 9

Inscription au compte du bénéficiaire. Avis d'inscription

1. Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de destination a la faculté, lors de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire et si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

2. Dans les relations entre Pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le tireur peut demander à recevoir avis de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire. L'article 38 de la Convention est applicable aux avis d'inscription.

3. Les taxes à percevoir conformément au § 2 sont prélevées sur le compte du tireur.

ARTICLE 10

Echange des virements

1. Les virements sont notifiés par l'Administration d'origine à l'Administration de destination au moyen de listes.

2. Sauf entente spéciale, les sommes à virer sont exprimées, sur la liste, en monnaie du Pays de destination.

ARTICLE 11

Bureaux d'échange

L'échange des listes de virements a lieu exclusivement par l'intermédiaire des bureaux de chèques dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des Pays contractants.

CHAPITRE II

ANNULATION. RÉCLAMATIONS

ARTICLE 12

Annulation des virements

Le tireur d'un virement peut, aux conditions fixées à l'article 27 de la Convention, faire annuler ce virement aussi longtemps que l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire n'a pas été effectuée. Toute demande d'annulation doit être formulée par écrit et adressée à l'Administration à laquelle le tireur a donné l'ordre de virement.

ARTICLE 13

Réclamations. Demandes de renseignements

1. Toute réclamation ou demande de renseignements concernant l'exécution d'un virement est adressée par le tireur à l'Administration à laquelle il a donné l'ordre de virement, sauf s'il a autorisé le bénéficiaire à s'entendre avec l'Administration qui tient le compte de celui-ci.

2. L'article 36 de la Convention est applicable aux réclamations ainsi qu'aux demandes de renseignements.

ARTICLE 14

Virements non portés au crédit du compte du bénéficiaire

Le montant de tout virement qui, pour une cause quelconque, n'a pas pu être porté au crédit du compte du bénéficiaire est reporté au crédit du compte du tireur.

CHAPITRE III

RESPONSABILITÉ

ARTICLE 15

Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations postales sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le virement a été régulièrement exécuté.

2. Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de virements ou sur les virements télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission télégraphique.

3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans la transmission et l'exécution des virements.

ARTICLE 16

Exceptions au principe de la responsabilité

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- (a) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte de l'exécution d'un virement, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- (b) lorsque le tireur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 36, § 1, de la Convention.

ARTICLE 17

Détermination de la responsabilité

Sous réserve de l'article 24, §§ 2 à 5, de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage, la responsabilité incombe à l'Administration postale du Pays dans lequel l'erreur s'est produite.

ARTICLE 18

Paiement des sommes dues. Recours

1. L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration saisie de la réclamation.
2. Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser au tireur d'un virement ne peut dépasser celle qui a été portée au débit de son compte.
3. L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable.
4. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre la personne bénéficiaire de cette erreur.

ARTICLE 19

Délai de paiement

1. Le versement des sommes dues au réclamant doit avoir lieu dès que la responsabilité du service a été établie, dans un délai-limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.
2. Si l'Administration présumée responsable, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution à une réclamation, l'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'autre Administration.

ARTICLE 20

Remboursement à l'Administration intervenante

1. L'Administration responsable est tenue de désintéresser l'Administration qui a remboursé le réclamant, dans un délai de quatre mois à compter du jour de l'envoi de la notification du remboursement.
2. A l'expiration de ce délai, la somme due à l'Administration qui a remboursé le réclamant devient productive d'intérêts moratoires à raison de 5% par an.

CHAPITRE IV

COMPTABILITÉ

ARTICLE 21

Etablissement et règlement des comptes

1. Les Administrations établissent, pour chaque Pays contractant et pour chacun des jours ouvrables où des virements ont été échangés, un compte sur lequel sont récapitulés les totaux des listes de virements expédiées, de part et d'autre, le jour considéré. Les Administrations peuvent s'entendre en vue de grouper dans un même compte les totaux de plusieurs journées.
2. Le règlement de ces comptes s'effectue sans compensation, chaque Administration devant se libérer de la totalité des sommes dues. Sauf entente spéciale, ce règlement a lieu dans la monnaie du Pays créancier.
3. Par exception aux dispositions du § 2, deux Administrations peuvent convenir de régler leurs comptes par compensation. Dans ce cas, la créance la plus faible est convertie en monnaie de la créance la plus forte en prenant pour base de la conversion la moyenne arithmétique des cours du change cotés

officiellement aux bourses ou aux banques spécialement désignées par chaque Pays intéressé, le dernier jour de cotation des changes précédant le jour auquel le compte se rapporte; ces cours moyens doivent être calculés uniformément à quatre décimales.

4. Les sommes à régler deviennent productives d'intérêt, à l'expiration d'un délai et à un taux fixés d'un commun accord par les Administrations des Pays contractants; le taux de cet intérêt ne peut excéder 5% par an.

ARTICLE 22

Paiement. Intérêts moratoires

1. Chaque Administration peut entretenir auprès de l'Administration du Pays correspondant, en monnaie de ce Pays, un avoir sur lequel sont prélevées les sommes dues; si cet avoir est insuffisant pour couvrir les ordres donnés, les virements sont néanmoins portés au crédit des comptes des bénéficiaires.

2. Cet avoir ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'Administration qui l'a constitué.

3. L'Administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des sommes dues; le cas échéant, elle fixe la date à laquelle le paiement devra être effectué, en tenant compte des délais de distance. Si l'Administration débitrice n'effectue pas le paiement à la date fixée, le taux maximal de l'intérêt prévu à l'article 21, § 4, est applicable.

4. Il ne peut être porté atteinte, par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution relatives à l'établissement et au règlement des comptes.

ARTICLE 23

Compte général trimestriel

A la fin de chaque trimestre, les Administrations qui établissent des comptes journaliers transmettent aux Administrations correspondantes, pour approbation, une récapitulation générale de ces comptes, des acomptes payés et, le cas échéant, des intérêts dus. Les soldes du compte général trimestriel sont reportés au trimestre suivant. Les Administrations peuvent s'entendre pour remplacer ce compte trimestriel par l'indication des soldes à la fin du trimestre.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 24

Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. En cas de demande d'ouverture d'un compte courant postal dans un Pays avec lequel le Pays de résidence du requérant échange des virements postaux, l'Administration de ce Pays est tenue, pour la vérification de la demande, de prêter son concours à l'Administration chargée de tenir le compte.

2. Les Administrations s'engagent à effectuer cette vérification avec tout le soin et toute la diligence désirables, sans toutefois qu'elles aient à assumer de responsabilité de ce chef.

3. Sur demande de l'Administration qui tient le compte, l'Administration du Pays de résidence intervient aussi, autant que possible, pour la vérification des renseignements concernant toute modification de la capacité juridique de l'affilié.

ARTICLE 25

Franchise postale

1. Les plis contenant des extraits de comptes adressés par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes sont envoyés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et remis en franchise dans tout Pays de l'Union.

2. La réexpédition de ces plis dans tout Pays de l'Union ne leur enlève, en aucun cas, le bénéfice de la franchise.

ARTICLE 26

Liste des titulaires de comptes

1. Les titulaires de comptes peuvent obtenir, par l'intermédiaire de l'Administration qui tient leurs comptes, les listes de titulaires publiées par les autres Administrations, aux prix déterminés par celles-ci dans leur service intérieur.

2. Chaque Administration fournit aux Administrations des autres Pays contractants, à titre gratuit, les listes nécessaires à l'exécution du service.

TITRE III

VERSEMENTS POSTAUX

ARTICLE 27

Dispositions générales

1. Toute personne résidant dans l'un des Pays qui assurent le service des versements postaux peut ordonner des versements au profit d'un compte courant postal tenu dans un autre de ces Pays.

2. Sous réserve des dispositions particulières ci-après, tout ce qui est expressément prévu pour les virements postaux s'applique également aux versements.

3. La taxe d'un versement postal ne doit pas dépasser $\frac{1}{4}\%$ de la somme versée. Au lieu de cette taxe proportionnelle, les Administrations ont la faculté de percevoir une taxe uniforme indépendante du montant de la somme versée et qui ne doit pas excéder 1 franc.

4. Un récépissé est délivré gratuitement au déposant au moment du versement des fonds.

5. Sauf entente spéciale, les Administrations établissent un compte particulier aux versements, similaire à celui qui est prévu pour les virements à l'article 21, § 1.

TITRE IV

CHÈQUES POSTAUX ET CHÈQUES POSTAUX DE VOYAGE

ARTICLE 28

Paiements au moyen de chèques postaux et de chèques postaux de voyage

1. Tout titulaire d'un compte courant postal tenu dans l'un des Pays qui conviennent d'échanger des chèques postaux peut ordonner de débiter son compte des sommes qu'il désire faire payer à des non-titulaires résidant dans un autre de ces Pays.

2. A tout titulaire d'un compte courant postal tenu dans l'un des Pays qui conviennent d'échanger des chèques postaux de voyage, il peut être délivré, sur sa demande, des chèques postaux de voyage payables dans un autre de ces Pays.

3. Les conditions d'admission et l'exécution des paiements au moyen de chèques postaux et de chèques postaux de voyage sont réglées par les Pays qui sont convenus de les échanger.

TITRE V

RÈGLEMENT PAR VIREMENT DES VALEURS DOMICILIÉES
DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

ARTICLE 29

Valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux

1. Sous réserve d'accord avec l'Administration du Pays domiciliataire, les bureaux de chèques postaux qui reçoivent à l'encaissement des chèques bancaires ou effets de commerce domiciliés dans un bureau de chèques postaux étranger les transmettent au bureau domiciliataire qui procède au règlement par virement postal.

2. Les valeurs doivent satisfaire aux conditions de forme prévues pour les valeurs à recouvrer.

3. Les Administrations arrêtent d'un commun accord les dispositions nécessaires à l'exécution des formalités de protêt ainsi que les conditions dans lesquelles peuvent être acceptés les paiements partiels.

ARTICLE 30

Taxe

Toute valeur prise à l'encaissement par un bureau de chèques postaux peut donner lieu, au profit de l'Administration qui la reçoit, à la perception d'une taxe de 20 centimes au maximum.

ARTICLE 31

Responsabilité

1. Les Administrations postales sont responsables du montant des valeurs porté au débit des comptes.

2. Les Administrations ne sont tenues à aucune responsabilité du chef des retards:

(a) dans la transmission ou dans la présentation des valeurs;

- (b) dans l'établissement des protêts ou dans l'exercice des poursuites judiciaires dont elles se seraient chargées par application de l'article 29, § 3.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 32

Application de la Convention

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

ARTICLE 33

Exception à l'application de la Constitution

L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

ARTICLE 34

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir :

- (a) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement ;
- (b) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

ARTICLE 35

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} juillet 1971 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Tokyo, le 14 novembre 1969.

Pour
L'AFGHANISTAN :

Pour
L'ALLEMAGNE :

Josef Kunze

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD :

Pour
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
D'ALBANIE :

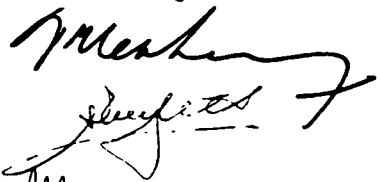
Pour
LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE :

M. i. C. K. S. i.

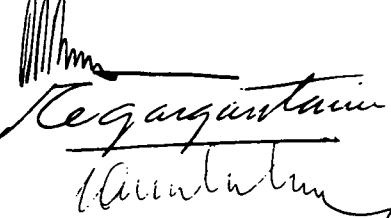
~~*Evst*~~
R. K. S. i.

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES DES
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, Y COMPRIS
LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES
ILES DU PACIFIQUE :


Pour
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :



[Handwritten signature]



[Handwritten signature]



[Handwritten signature]

Pour
LE COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE :

Pour
LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

U. L. ...
Horvath
...
Dr. Kramler

Pour
BARBADE :

Pour
LA BELGIQUE :

[Signature]
[Signature]

Pour
LE ROYAUME DE BHOUTAN :

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE
SOCIALISTE DE BIÉLORUSSIE :

Pour
LA BIRMANIE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE :

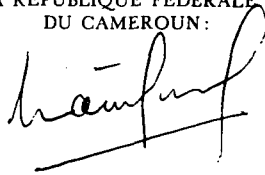
[Signature]
[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA :

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE
DU BRÉSIL:

Pour
LE ROYAUME DU CAMBODGE:

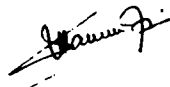
Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
DU CAMEROUN:



Pour
LE CANADA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE BULGARIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:



Pour
CEYLAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI:



Pour
LE CHILI:



Pour
LA CHINE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:

Esther de la Cruz

Quintero Angel Reyes

Julian Martinez

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU CONGO
(BRAZZAVILLE):

[Signature]

BBP

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO:

[Signature]

[Signature]

[Signature] G. NKENDU

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE:

[Signature]
[Signature]
[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU DAHOMÉY :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR :

Pour
L'ESPAGNE :

Pour
LE ROYAUME DE DANEMARK :

Grennart Pedersen.
Palle Juul-Jensen
Torben W. Thomsen

~~H. M. M. M.~~
Luis Caluagui
Luis Caluagui

Pour
LE TERRITOIRE ESPAGNOL
DE L'AFRIQUE:

Suibalmante
Amie Hernandez
Pour
L'ÉTHIOPIE

Pour
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:
(suite)

Hottone
Thier

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES
REPRÉSENTÉS PAR L'OFFICE FRANÇAIS
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
D'OUTRE-MER:

Thier
Blanc

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE:

Oiva Sabot
Sanna Rintama

Pour
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

1704 Chaux
Chapuis

Pour
LA RÉPUBLIQUE GABONAISE:

Thier
L. Lefebvre

Toussaint
Regilland
Blanc

Pour
LE GHANA :

Pour
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD
(Y COMPRIS LES ILES DE LA
MANCHE ET L'ILE DE MAN) :

G. Whitecroft

J. K. Brown

Kis

E. H. Telhat
N. N. Wainwright

M. J. Smith

L. King

Pour
LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER DONT
LES RELATIONS INTERNATIONALES
SONT ASSURÉES PAR LE GOUVERNE-
MENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

Pour
LA GRÈCE :

A. P. ...

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA :

VIREMENTS — ARRANGEMENT

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE :

Handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. MARRA' with a flourish above it and 'MARRA' written below.

Pour
LA GUYANE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA :

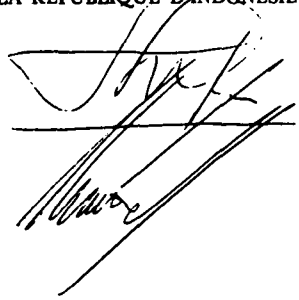
Handwritten signature in black ink, consisting of several large, sweeping strokes.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS :

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
HONGROISE :

Pour
L'INDE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE :

Handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'S' and several long, diagonal strokes below it.

Pour
L'IRAN :

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ :

Pour
L'IRLANDE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE :

G. Mien
Ortogi Kristjánsson
Rafn Erlendsson

Pour
ISRAËL :

Pour
ISRAËL :
(suite)

Pour
L'ITALIE :

Luigi Longo
Gianni Perugini

Pour
LA JAMAÏQUE :

Pour
LE JAPON :

Y. Asano
K. Iwano
Y. Ishikawa
M. Yabuta
F. Tadokoro

Pour
LE ROYAUME HACHÉMITE DE
JORDANIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE KENYA:

Pour
KUWAIT:

Pour
LE ROYAUME DU LAOS:

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]

Pour
LE ROYAUME DU LESOTHO:

Pour
LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE:

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE DE LIBYE:

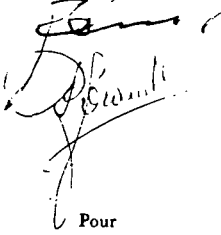
Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:

[Handwritten signature]

Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:
(suite)



Pour
LE LUXEMBOURG:

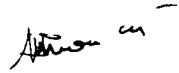


Pour
LA MALAISIE:

Pour
MALAWI:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE MALDIVES:

Pour
LA RÉPUBLIQUE MALGACHE:



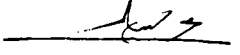
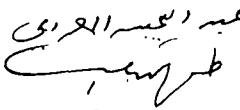
RAIKOTORAFY

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU MALI:



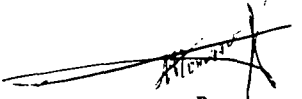
MALTE:

Pour
LE ROYAUME DU MAROC:

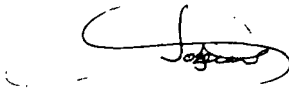



Pour
MAURICE:

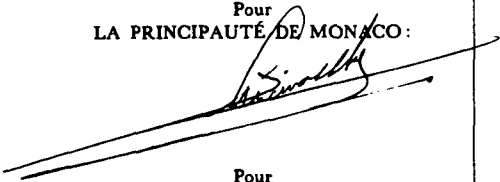
Pour
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE
MAURITANIE:



Pour
LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:



Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO:



Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE
MONGOLIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE MONGOLIE:
(suite)

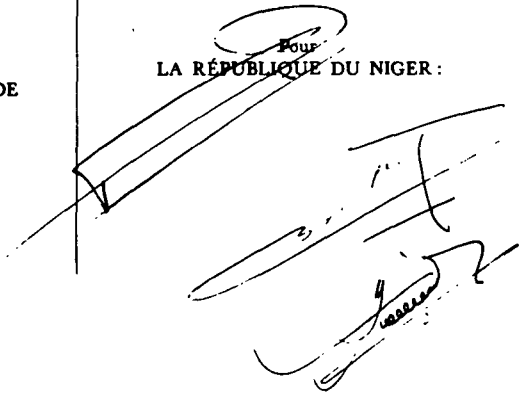
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE NAURU:

Pour
LE NÉPAL:

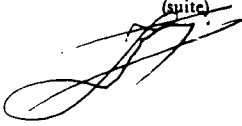
Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER:

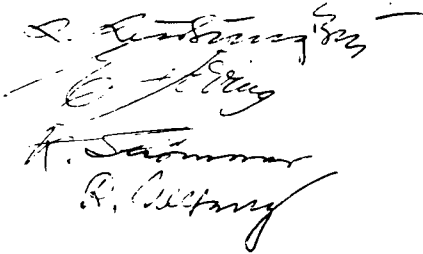


Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER :
(spite)



Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
DE NIGÉRIA :

Pour
LA NORVÈGE :



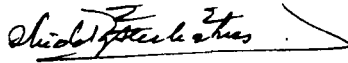
Pour
LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

Pour
L'OUGANDA :

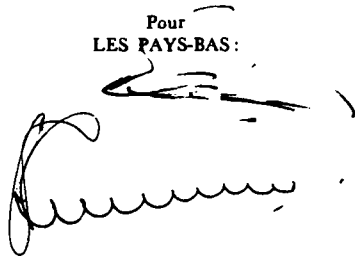
Pour
LE PAKISTAN :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY :



Pour
LES PAYS-BAS :



Pour
LES ANTILLES NÉERLANDAISES
ET SURINAM :



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES :

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE POLOGNE :

Pour
LE PORTUGAL :

Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE :

Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE ORIENTALE,
DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE :

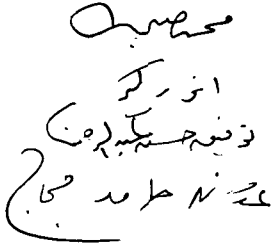
Pour
QATAR :

Pour
LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE :

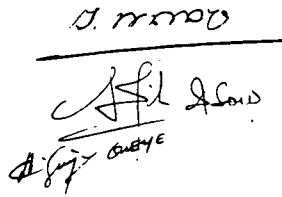
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN :



Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE :



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL :



Pour
SIERRA LEONE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DE ROUMANIE :

Pour
SINGAPOUR :

Pour
LA SOMALIE :

Pour
LE ROYAUME DU SWAZILAND :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU SOUDAN :

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE :

Pour
LA SUÈDE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE :

A. Gades
Louise Wögn
Klein
John Lin

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD :

Shakob

Pour
LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
TCHÉCOSLOVAQUE :

Hedli
Tudov
Blasmin
Kurenay
Barth
Kabouca

Pour
LA THAÏLANDE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE :

[Handwritten signature]
Eulaw

Pour
TRINITÉ ET TOBAGO :

Amalata

Pour
LA TUNISIE :

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]

Pour
LA TURQUIE :

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE
SOCIALISTE D'UKRAINE :

Pour
L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

Pour
LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE
DE L'URUGUAY :

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]

Pour
L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN :

Mons. Giuseppe Fucini
Ennio Santarini

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE VÉNÉZUÉLA :

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU YÉMEN DU SUD :

Pour
LE VIËT-NAM :

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE :

P. Vasiljević

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN :



Pour
LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE :

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

CONCERNANT

LES VIREMENTS POSTAUX

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I VIREMENTS

CHAPITRE I DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

- Art.
101. Renseignements à fournir par les Administrations
102. Formules à l'usage du public

CHAPITRE II

EMISSION. TRANSMISSION

103. Inscriptions sur les formules
104. Etablissement des avis de virement
105. Listes de virements
106. Etablissement des lettres d'envoi
107. Transmission des virements

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

108. Demande d'avis d'inscription
109. Demande d'annulation d'un virement
110. Réclamations. Demandes de renseignements

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS AU BUREAU DE CHÈQUES DESTINATAIRE

111. Renvoi de l'avis d'inscription
112. Vérification des envois et traitement des irrégularités
113. Annulation d'un virement
114. Non-exécution d'un virement

CHAPITRE V COMPTABILITÉ

115. Etablissement des comptes
116. Paiement des sommes dues

CHAPITRE VI DISPOSITIONS DIVERSES

- Art.
117. Plis en franchise contenant des extraits de comptes
118. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

TITRE II

VIREMENTS TÉLÉGRAPHIQUES

119. Dispositions communes
120. Etablissement des virements télégraphiques
121. Listes de virements télégraphiques
122. Etablissement des lettres d'envoi
123. Demande d'avis d'inscription
124. Inscription des virements télégraphiques
125. Avis d'inscription
126. Vérification des envois et traitement des irrégularités

TITRE III

VERSEMENTS POSTAUX

127. Dispositions générales

TITRE IV

VALEURS DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

128. Application du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements
129. Conditions particulières à remplir par les valeurs
130. Etablissement et transmission des bordereaux d'envoi des valeurs
131. Envoi des fonds

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

132. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules: voir la «Liste des formules»

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

CONCERNANT

LES VIREMENTS POSTAUX

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les virements postaux :

TITRE I

VIREMENTS

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 101

Renseignements à fournir par les Administrations

1. Les Administrations doivent se communiquer directement :
 - (a) les noms des bureaux d'échange visés à l'article 11 de l'Arrangement ;
 - (b) les spécimens des empreintes des timbres d'authentification en usage dans les bureaux d'échange ;
 - (c) la liste — revêtue des spécimens de leur signature — des fonctionnaires qui ont qualité dans ces bureaux pour signer les lettres d'envoi ; cette liste doit être fournie en un nombre suffisant d'exemplaires pour les besoins du service. En cas de modification, une nouvelle liste complète est transmise à l'Administration correspondante ; toutefois, s'il s'agit seulement d'annuler l'une des signatures communiquées, il suffit de la faire biffer sur la liste existante qui continue à être utilisée ;
 - (d) le taux de conversion fixé pour les ordres de virement et de versement, si la demande en est faite expressément.
2. En outre, elles doivent communiquer au Bureau international :
 - (a) la liste des Pays avec lesquels elles échangent des virements ou des versements postaux et, éventuellement, des virements ou des versements télégraphiques ;
 - (b) les noms des bureaux d'échange visés à l'article 11 de l'Arrangement.
3. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.

ARTICLE 102

Formules à l'usage du public

1. En vue de l'application de l'article 8, § 2, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après :

VP 1 (Avis de virement ou de versement),

VP 7 (Réclamation concernant un ordre de virement ou de versement),

VP 10 (Avis d'inscription).

2. Les formules du service intérieur utilisées comme avis de virement dans les conditions indiquées à l'article 104, § 1, ne sont pas soumises à ces dispositions.

CHAPITRE II

EMISSION. TRANSMISSION

ARTICLE 103

Inscriptions sur les formules

1. Les inscriptions sur les formules du service des virements sont faites en caractères latins et en chiffres arabes, d'une manière très claire, de préférence à la machine.

2. Les inscriptions au crayon-encre ou au crayon ordinaire ne sont pas admises; toutefois, les signatures peuvent être données au crayon-encre.

ARTICLE 104

Etablissement des avis de virement

1. Les avis de virement sont établis, sur des formules conformes au modèle VP 1 ci-annexé, soit par le titulaire du compte à débiter, soit par le bureau de chèques qui tient le compte; toutefois, chaque Administration peut, à titre exceptionnel, autoriser l'usage des formules de son service intérieur.

2. Lorsque le tireur a indiqué le montant du virement en monnaie du Pays d'origine, le bureau qui reçoit l'ordre de virement — ou le bureau d'échange dont il relève — opère la conversion et inscrit à l'encre rouge, sur l'avis, le montant du virement en monnaie du Pays de destination.

3. Les avis de virement sont revêtus de l'empreinte du timbre à date du bureau de chèques d'origine.

ARTICLE 105

Listes de virements

1. Les listes de virements sont établies par les bureaux d'échange sur des formules conformes au modèle VP 2 ci-annexé. Les administrations peuvent convenir que le colonne 3 de la formule ne soit pas remplie. Chaque liste est frappée d'une empreinte du timbre du bureau qui l'a établie.

2. Les listes de virements auxquelles sont annexés les avis de virement transmis par voie postale sont adressées, une fois par jour ouvrable, aux bureaux d'échange correspondant; toutefois, les Administrations intéressées peuvent s'entendre en vue de grouper, sur une même liste, les virements de plusieurs journées.

ARTICLE 106

Etablissement des lettres d'envoi

1. Le total de chacune des listes destinées à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi conforme au modèle VP 3 ci-annexé dont le total général est arrêté en toutes lettres ou imprimé en chiffres au moyen d'une machine à protéger les chèques.

2. Le numéro d'inscription sur la lettre d'envoi est reporté sur chaque liste de virements.

3. Les lettres d'envoi sont frappées d'une empreinte du timbre du bureau qui les a établies et signées par le ou les fonctionnaires accrédités à cet effet. Chacune de ces lettres reçoit un numéro d'ordre dont la série se renouvelle chaque mois pour chacun des bureaux d'échange.

4. Chaque dernière lettre d'envoi expédiée à la fin de chaque mois doit porter la mention « Dernière lettre d'envoi n^o..... ». Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun virement à transmettre au bureau correspondant le dernier jour ouvrable d'un mois, il lui adresse néanmoins une lettre d'envoi négative désignée également comme « Dernière lettre d'envoi n^o..... ».

ARTICLE 107

Transmission des virements

Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement sont réunis en paquets clos et expédiés en franchise de port au bureau d'échange destinataire par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); ces envois peuvent être soumis à la formalité de la recommandation.

CHAPITRE III

**PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS
ACCORDÉES AU PUBLIC**

ARTICLE 108

Demande d'avis d'inscription

1. Lorsque, au moment où il ordonne le virement, le tireur demande que lui soit adressé un avis d'inscription selon l'article 9 de l'Arrangement, la mention « A1 » est portée sur la liste VP 2 en regard de l'inscription correspondante; s'il s'agit d'un virement transmis par voie postale, l'avis de virement est revêtu de la mention très apparente « Avis d'inscription ». En outre, si le tireur désire le renvoi de l'avis d'inscription par voie aérienne, la mention « Par avion » est également portée sur l'avis.

2. Une formule conforme au modèle VP 10 ci-annexé ou une formule C 5 prévue à l'article 131, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention, dûment complétée en ce qui concerne l'adresse du tireur (recto) et la description du virement (verso), est jointe à l'avis de virement correspondant.

ARTICLE 109

Demande d'annulation d'un virement

1. Pour toute demande d'annulation à transmettre par voie postale, le bureau d'origine établit une formule conforme au modèle VP 5 ci-annexé et la transmet au bureau d'échange de son Pays; ce bureau complète la formule par les

données de la transmission du virement au bureau d'échange du Pays de destination et la lui adresse sous pli recommandé.

2. Si la demande est à transmettre par voie télégraphique, une formule conforme au modèle VP 6 ci-annexé est remplie par le bureau d'origine ou le bureau d'échange du Pays d'origine et les indications en sont transmises sous forme d'avis de service taxé télégraphique au bureau teneur du compte à créditer. L'avis de service est confirmé immédiatement par poste au moyen d'une formule VP 5 qui doit transiter par les bureaux d'échange des deux Pays.

ARTICLE 110

Réclamations. Demandes de renseignements

Toute réclamation ou demande de renseignements concernant l'exécution d'un ordre de virement est établie sur une formule conforme au modèle VP 7 ci-annexé par le bureau de chèques teneur du compte débité et transmise, le cas échéant, par l'intermédiaire des bureaux d'échange de chacun des Pays, au bureau de chèques teneur du compte à créditer; elle est traitée conformément à l'article 143, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention.

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS AU BUREAU DE CHÈQUES DESTINATAIRE

ARTICLE 111

Renvoi de l'avis d'inscription

L'avis d'inscription visé à l'article 108, dûment complété par le bureau de chèques teneur du compte crédité, est transmis directement au tireur.

ARTICLE 112

Vérification des envois et traitement des irrégularités

1. Dès réception des paquets contenant les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification de l'envoi. S'il constate une irrégularité quelconque ou une omission, il en informe immédiatement par lettre conforme au modèle VP 4 ci-annexé le bureau d'échange expéditeur qui doit répondre par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, le cas échéant, faire parvenir un duplicata des pièces manquantes. Les demandes de renseignements et les duplicata des pièces manquantes sont également échangés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

2. Si l'irrégularité porte sur une différence de sommes entre l'avis de virement et la liste de virement, le bureau d'échange destinataire est autorisé à donner suite au virement pour la somme la plus faible; selon le cas, l'avis de virement ou la liste de virement et la lettre d'envoi sont rectifiés en conséquence, à l'encre rouge, et avis de la rectification est donné au bureau d'échange correspondant par lettre VP 4.

ARTICLE 113

Annulation d'un virement

1. L'annulation d'un virement est opérée d'après les règles prescrites par l'article 114; si l'annulation a été demandée par la voie télégraphique, le bureau

de chèques destinataire retient l'avis de virement jusqu'à la réception de la confirmation postale.

2. La suite que le bureau de chèques destinataire a donnée à la demande d'annulation est communiquée au bureau de chèques d'origine par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); en cas de demande télégraphique d'annulation, l'arrivée de la formule VP 5 ne doit pas être attendue pour donner cette information.

3. Il n'est pas tenu compte des demandes d'annulation formulées et transmises dans des conditions autres que celles qui sont prescrites par l'article 109.

ARTICLE 114

Non-exécution d'un virement

1. Lorsque, pour une cause quelconque, un virement ne peut être porté au crédit du compte du bénéficiaire, il est rayé de la liste sur laquelle il est inscrit et le total de cette liste ainsi que celui de la lettre d'envoi correspondante sont rectifiés à l'encre rouge; le bureau d'échange du Pays d'origine est avisé de ces rectifications par formule VP 4 à laquelle est joint, le cas échéant, l'avis de virement correspondant.

2. Si un virement primitivement non exécuté est de nouveau transmis au bureau d'échange du Pays de destination, il est traité par le bureau d'échange du Pays d'origine comme un nouveau virement.

3. Les Administrations des Pays contractants peuvent s'entendre pour que les virements non exécutés soient reportés sur une liste de virements au crédit de l'Administration d'origine ou mis en compte d'une autre manière; le cas échéant, la conversion a lieu au cours du jour, comme pour les autres virements et l'avis de virement est accompagné d'une note explicative.

CHAPITRE V

COMPTABILITÉ

ARTICLE 115

Etablissement des comptes

1. Les comptes sont établis sur des formules conformes au modèle VP 8 ci-annexé.

2. Ils sont transmis le plus tôt possible à l'Administration correspondante.

3. Les Administrations utilisant la procédure de la compensation établissent leurs comptes sur des formules conformes au modèle VP 11 ci-annexé.

ARTICLE 116

Paiement des sommes dues

1. Les sommes dues au titre des virements postaux sont réglées en monnaie du Pays créancier, sans aucune perte pour ce dernier:

- (a) soit au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du Pays créancier;
- (b) soit par virement sur un établissement bancaire de cette capitale ou de cette place;
- (c) soit par prélèvement sur des provisions éventuellement constituées en vertu de l'article 22, § 1, de l'Arrangement.

2. Les frais sont supportés par l'Administration débitrice à l'exception des frais extraordinaires tels les frais de clearing imposés par le Pays créancier.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 117

Plis en franchise contenant des extraits de comptes

Les plis contenant des extraits de comptes et adressés en franchise par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes portent la désignation du bureau de chèques expéditeur et la mention «Service des postes».

ARTICLE 118

Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. Toute demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger est libellée par le requérant à l'adresse de l'Administration appelée à tenir le compte. Elle est transmise à ladite Administration soit directement par le demandeur, soit par l'intermédiaire du bureau de chèques dans le ressort duquel se trouve sa résidence. Lorsque le demandeur dispose déjà d'un compte courant postal national, il peut passer par l'intermédiaire du bureau de chèques qui gère le compte.

2. Ce bureau en se conformant aux règles établies pour l'ouverture d'un compte dans son propre Pays, procède à la vérification tant des demandes faites par son intermédiaire que de celles qui lui sont communiquées par l'Administration étrangère directement saisie.

3. En cas de besoin, le bureau précité rectifie, après avoir consulté le requérant, les indications erronées de la demande et joint à celle-ci une attestation conforme au modèle VP 9 ci-annexé dûment remplie. Dans certains cas particuliers, non prévus par la contexture de cette formule, il la complète ou la rectifie, s'il y a lieu, au moyen d'une lettre explicative; il transmet tout au bureau d'échange du Pays de destination, par l'intermédiaire du bureau d'échange de son propre Pays. Les attestations sont frappées d'une empreinte du timbre en relief du bureau d'échange du Pays intervenant et signées par le ou les fonctionnaires accrédités pour la certification des lettres d'envoi.

TITRE II

VIREMENTS TÉLÉGRAPHIQUES

ARTICLE 119

Dispositions communes

Sont applicables aux virements télégraphiques, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent titre II, les dispositions relatives aux virements échangés par voie postale.

ARTICLE 120

Etablissement des virements télégraphiques

1. Les virements télégraphiques donnent lieu à l'envoi de télégrammes-virements adressés directement par le bureau de chèques d'origine au bureau de chèques qui tient le compte du bénéficiaire.

2. Le télégramme-virement est rédigé en français, sauf entente spéciale, et libellé invariablement dans l'ordre ci-après :

- Indications de service taxées (s'il y a lieu),
- Avis inscription (s'il y a lieu),
- Avis inscription avion (s'il y a lieu),
- Virement.....(n^o d'émission),
- Nom du bureau de chèques destinataire,
- Nom ou désignation du tireur,
- Numéro du compte débité,
- Nom du bureau de chèques qui tient le compte du tireur,
- Montant de la somme à créditer,
- Nom ou désignation du bénéficiaire,
- Numéro du compte à créditer,
- Communication particulière (le cas échéant).

3. Les Administrations peuvent convenir d'une clef secrète pour l'indication totale ou partielle du numéro d'émission et du montant de chaque virement télégraphique.

4. La somme à créditer est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres.

5. Ni le tireur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

ARTICLE 121

Listes de virements télégraphiques

Les virements télégraphiques font l'objet de listes VP 2 distinctes. Aucun avis de virement n'est joint à ces listes.

ARTICLE 122

Etablissement des lettres d'envoi

Lorsque les listes de virements télégraphiques font l'objet de lettres d'envoi VP 3 distinctes, celles-ci reçoivent un numéro d'ordre de la même série que les lettres d'envoi des listes de virements par voie postale.

ARTICLE 123

Demande d'avis d'inscription

L'avis d'inscription d'un virement télégraphique est établi par le bureau destinataire dès que le compte du bénéficiaire a été crédité.

ARTICLE 124

Inscription des virements télégraphiques

Le bureau de chèques destinataire inscrit les virements télégraphiques au crédit du compte du bénéficiaire sans attendre la liste correspondante.

ARTICLE 125

Avis d'inscription

L'avis d'inscription d'un virement télégraphique, dûment établi par le bureau de chèques teneur du compte crédité, est transmis au bureau de chèques qui tient le compte.

ARTICLE 126

Vérification des envois et traitement des irrégularités

1. Les virements télégraphiques qui, pour une cause quelconque non attribuable au bénéficiaire, ne peuvent être exécutés donnent lieu à l'envoi, au bureau de chèques postaux d'origine, d'un avis de service télégraphique indiquant le motif de la non-exécution. Si, après vérification, le bureau d'origine constate que l'irrégularité est imputable à une faute de service, il la rectifie sur-le-champ par avis de service télégraphique. Dans le cas contraire, la rectification est faite par voie postale, après consultation du tireur; toutefois, si celui-ci le désire et offre de payer les frais, la rectification peut être faite par la voie aérienne ou par le moyen d'un avis de service télégraphique taxé.

2. Les virements télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai raisonnable sont rejetés d'après les prescriptions de l'article 114.

TITRE III

VERSEMENTS POSTAUX

ARTICLE 127

Dispositions générales

1. Sous réserve de ce qui est prévu aux paragraphes ci-dessous, les dispositions relatives aux virements postaux sont aussi applicables aux versements postaux.

2. Les avis de versement sont établis sur des formules VP 1 soit par le déposant, soit par le bureau de dépôt. Ils sont revêtus de l'empreinte du timbre à date du bureau de dépôt.

3. Les listes de versements auxquelles sont annexés les avis de versement sont établies par le bureau d'échange sur des formules VP 2.

4. Le total de chacune des listes de virements ou des listes de versements destinés à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3.

5. Sauf entente spéciale, les comptes relatifs aux versements sont établis sur des formules VP 8 distinctes de celles qui sont établies pour les virements.

6. Les Administrations peuvent s'entendre en vue de grouper dans les comptes les opérations de virement ou de versement de plusieurs journées et même d'établir, au lieu de comptes distincts, des comptes communs pour les virements et pour les versements.

TITRE IV

VALEURS DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX
DE CHÈQUES POSTAUX

ARTICLE 128

**Application du Règlement d'exécution de l'Arrangement
concernant les recouvrements**

Sous réserve des particularités visées ci-après, les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux sont, dans la mesure où elles leur sont applicables, soumises aux dispositions du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements, notamment pour ce qui touche les conditions à remplir par les valeurs, le traitement des envois comportant des annotations ou communications interdites, la présentation, les délais de paiement et l'indication de la cause du non-recouvrement.

ARTICLE 129

Conditions particulières à remplir par les valeurs

Les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux doivent porter le numéro du compte courant postal à débiter et le nom du bureau de chèques postaux qui tient ce compte.

ARTICLE 130

Etablissement et transmission des bordereaux d'envoi des valeurs

1. Les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux sont décrites sur des bordereaux conformes au modèle VP 12 ci-annexé établis en triple exemplaire.

2. Le bureau de chèques d'origine conserve l'original et adresse directement au bureau de chèques domiciliataire les deux autres exemplaires des bordereaux VP 12 auxquels il annexe les valeurs à encaisser.

3. Après encaissement, le bureau domiciliataire renvoie l'un des exemplaires du bordereau, dans les conditions prévues à l'article 107, à l'Administration d'origine des valeurs; il y joint, le cas échéant, les valeurs impayées.

ARTICLE 131

Envoi des fonds

Au bureau de chèques postaux domiciliataire, le montant des valeurs encaissées, déduction faite de la taxe de virement, donne lieu à l'émission d'un ordre de virement au profit du compte courant postal désigné par le bureau de chèques d'origine.

TITRE V
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 132

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les virements postaux.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Tokyo, le 14 novembre 1969.

Signatures

(Les mêmes qu'aux pages 12 à 30)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
VP 1	Avis de virement ou de versement	art. 104, § 1
VP 2	Liste de virements ou de versements	art. 105, § 1
VP 3	Lettre d'envoi	art. 106, § 1
VP 4	Rectification à une lettre d'envoi	art. 112, § 1
VP 5	Demande d'annulation d'un ordre de virement ou de versement par voie postale . .	art. 109, § 1
VP 6	Demande télégraphique d'annulation d'un ordre de virement ou de versement . . .	art. 109, § 2
VP 7	Réclamation concernant un ordre de virement ou de versement	art. 110
VP 8	Décompte récapitulatif des listes de virements ou de versements	art. 115, § 1
VP 9	Attestation (ouverture d'un compte courant postal à l'étranger)	art. 118, § 3
VP 10	Avis d'inscription	art. 108, § 2
VP 11	Décompte compensatoire des listes de virements ou de versements	art. 115, § 3
VP 12	Bordereau des valeurs bancaires	art. 130, § 1

Administration des postes d'origine

LISTE

VP 2

Bureau de chèques postaux

de virements

de versements

Bureau de chèques postaux de destination

Date de la liste

N° sur la lettre VP 1

Nombre d'avis VP 1 annexes

Confirmation d'une transmission télégraphique

Bénéficiaire			Tireur ou déposant		Montant
Compte		Nom et lieu de domicile	Compte débité ou déposé		
Numéro	Bureau			Numéro	Bureau
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
Total					

Timbre (encre) si possible du bureau de chèques d'échange et date

Administration des postes d'origine

LETTRE D'ENVOI

VP 3

Bureau de chèques postaux

Listes de virements

Bureaux de chèques postaux de destination

Listes de versements

Date de la lettre d'envoi:

N° de la lettre

Nombre de listes VP 2 annexées

Prière d'effectuer les ordres figurant sur les listes VP 2 ci-jointes, dont les montants sont les suivants

Numéro courant	Montant	Numéro courant	Montant	Numéro courant	Montant
1	2	3	4	5	6
1		Report		Report	
2		13		24	
3		14		25	
4		15		26	
5		16		27	
6		17		28	
7		18		29	
8		19		30	
9		20		31	
10		21		32	
11		22		33	
12		23		34	
A reporter		A reporter		Total	

Arrêté à la somme de	En toutes lettres

Timbre (en relief, si possible) du bureau de chèques d'échange et date
Signature

Administration des postes d'origine

DEMANDE D'ANNULATION

VP 5

Bureau de chèques postaux ou de dépôt

Ordre de virement

Ordre de versement

Bureau de chèques de destination	Date de la demande
	Indications. A transmettre sous pli recommandé.
<input type="checkbox"/> Confirmation d'une demande télégraphique	

Confirmation de la demande télégraphique	Bureau de chèques ou de dépôt d'origine
	Date de la demande télégraphique
	Bureau de chèques de destination

Prière d'annuler l'ordre désigné ci-après et de nous renvoyer l'avis correspondant

Tireur ou déposant	Bureau de chèques ou de dépôt d'origine
	N° du compte ou de dépôt
	Nom et lieu de domicile
Montant	En chiffres, en monnaie du Pays de destination
Bénéficiaire	Bureau de chèques
	N° du compte
	Nom et lieu de domicile

Timbre du bureau de chèques ou de dépôt d'origine et date
Signature

Avis expédié	Date	Lettre d'envoi n°
	N° de la liste	N° courant

Timbre du bureau de chèques d'échange de l'Administration d'origine et date
Signature

Administration des postes d'origine

DEMANDE TÉLÉGRAPHIQUE
D'ANNULATION

VP 6

 Ordre de virement
Date de la demande **Ordre de versement**

Bureau qui gère le compte du bénéficiaire

Postbur chèques

Annuler

 virement versement

Bureau de chèques ou de dépôt d'origine

Numéro du compte

Nom et lieu de domicile du tireur ou du déposant

Montant en chiffres arabes

Bureau de chèques de destination

Numéro du compte

Nom et lieu de domicile du bénéficiaire

 Postbur chèques Postbur

Timbre du bureau de chèques ou de dépôt d'origine et date

Indications. Confirmer immédiatement cette demande par écrit, au moyen
d'une formule VP 5,

RÉCLAMATION

VP 7

Administration de postes d'origine

Ordre de virement

Ordre de versement

Bureau de chèques postaux ou de dépôt d'origine		Date de la réclamation
		Date du débit ou du dépôt
Tireur ou déposant	Nom et lieu de domicile	
	N° du compte ou du dépôt	
Montant	En chiffres, en monnaie du Pays de destination	
Bénéficiaire	Nom et lieu de domicile	
	Bureau de chèques	N° du compte
Expédition par le bureau de chèques ou de dépôt d'origine	Bureau de chèques ou de dépôt	Timbre
	Bureau d'échange d'origine	
	Liste n°	Date
Expédition par le bureau de chèques d'échange de l'Administration d'origine	Bureau d'échange d'origine	Timbre
	Bureau d'échange de destination	
	Liste n°	N° coupon
Expédition par le bureau de chèques d'échange de l'Administration de destination	Bureau d'échange de destination	Timbre
	Bureau de chèques de destination	
	Liste n°	Date
Réponse du bureau de chèques de destination		
Timbre du bureau de chèques de destination et date		
Signature		

Désignation des personnes représentant le requérant

Nom et désignation détaillée des personnes qui sont fondées à représenter légalement le requérant d'après le registre du commerce, le registre des coopératives, le registre des sociétés non commerciales, le contrat de société, les statuts, etc.

Noms et qualité	Peuvent-elles signer ?	
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Dans la procuration des personnes énumérées ci-dessus, figurent les restrictions suivantes

.....

.....

.....

.....

.....

Résultat de l'examen

La demande d'ouverture d'un compte courant postal ci-jointe a été vérifiée par nous conformément aux règlements régissant dans notre Pays l'ouverture d'un tel compte.

Il ressort du résultat de cet examen que nous n'hésiterions pas, le cas échéant, à faire ouvrir dans notre service un compte courant en faveur du requérant, sous la désignation indiquée ci-dessus

Un compte est déjà tenu chez nous sous cette désignation. Le requérant a le droit de signer; sa signature est conforme à celle que nous possédons ici

Timbre (en relief, si possible) du bureau de chèques et date

Signatures des agents

(Recto)

Administration des postes d'origine

VP 10

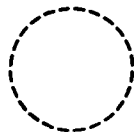
AVIS D'INSCRIPTION

Bureau de chèques ou de dépôt

Timbre du bureau de chèques qui établit l'avis

 Ordre de virement postal Ordre de virement télégraphique

Service des postes

 Ordre de versement postal Ordre de versement télégraphique

Nom ou raison sociale du tireur ou du déposant

Si l'avis doit être renvoyé par avion, le revêtir de la mention très apparente »Renvoi par avion» et de l'étiquette ou d'une empreinte de couleur bleue »Par avion».

Rue et n°

Lieu de destination

Pays de destination

Virements, Tokyo 1969, art. 108, § 2 — Dimensions: 148 X 105 mm

(Verso)

Montant en chiffres, en monnaie du Pays de destination

Tireur ou déposant. Nom et lieu de domicile

N° du compte

Bénéficiaire. Nom et lieu de domicile

N° du compte

Bureau détenteur du compte courant à créditer

Traitement de l'ordre désigné

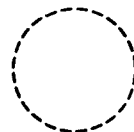
Date

 Exécuté

Motif

 Non exécuté

Timbre, date et signature



DÉCOMPTÉ COMPENSATOIRE

VP 11

I Administration des postes d'origine

 Listes de versements

II Bureau de chèques postaux

 Listes de versements

Administration correspondante	Date du décompte
	Date de l'échange des listes

1. Récapitulation des listes

Listes expédiées à l'Administration correspondante	Bureau d'échange	Listes reçues de l'Administration correspondante
Montant		Montant
Total a		Total b

2. Calcul du cours de bourse moyen

Indications. Cours finals du dernier jour de cotation précédant celui auquel le décompte se rapporte. Les cours doivent être ceux notés, pour des traites à courte échéance à la bourse des places désignées ci-dessous et être indiqués comme la contrepartie de 100 unités de la monnaie intéressée.

Pays de l'Administration qui établit le décompte. Place boursière	Date du jour de cotation	Monnaie	Cours notés	Cours moyen	Cours de parité	Cours de décompte
			Cours d'achat			
			Cours de vente			
			Cours d'achat			
			Cours de vente			

3. Solde

Indications. Différence d'après 1, en convertissant la somme la plus faible dans la monnaie de la somme la plus forte suivant le cours de décompte 2.

Total a	Total b
A déduire le total b	A déduire le total a
Débit de l'Administration qui établit le décompte	Créance de l'Administration qui établit le décompte
Timbre de l'Administration qui établit le décompte Date et signature	Yu et accepté par l'Administration correspondante Timbre, date et signature

GIRO TRANSFERS AGREEMENT

CONTENTS

<p style="text-align: center;">PART I PRELIMINARY PROVISIONS</p> <p>Art.</p> <p>1. Purpose of the Agreement</p>	<p style="text-align: center;">CHAPTER IV ACCOUNTING</p> <p>Art.</p> <p>21. Preparation and settlement of accounts</p> <p>22. Payment. Interest on overdue payments</p> <p>23. General quarterly account</p>
<p style="text-align: center;">PART II GIRO TRANSFERS</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER I CONDITIONS FOR THE ACCEPTANCE AND EXECUTION OF TRANSFER ORDERS</p> <p>2. Methods of exchange</p> <p>3. Currency. Conversion</p> <p>4. Maximum amount</p> <p>5. Charges</p> <p>6. Exemption from charges</p> <p>7. Advice of transfer</p> <p>8. Provisions applicable to telegraph transfers</p> <p>9. Entry to the payee's account. Advice of entry</p> <p>10. Exchange of transfers</p> <p>11. Offices of exchange</p>	<p style="text-align: center;">CHAPTER V MISCELLANEOUS PROVISIONS</p> <p>24. Application to open a giro account abroad</p> <p>25. Free postage</p> <p>26. Directory of account holders</p>
<p style="text-align: center;">CHAPTER II CANCELLATION. INQUIRIES</p> <p>12. Cancellation of transfers</p> <p>13. Inquiries. Requests for information</p> <p>14. Transfers not credited to the payee's account</p>	<p style="text-align: center;">PART III GIRO PAYMENTS</p> <p>27. General provisions</p>
<p style="text-align: center;">CHAPTER III LIABILITY</p> <p>15. Principle and extent of liability</p> <p>16. Exceptions to the principle of liability</p> <p>17. Determination of liability</p> <p>18. Refund of amounts owing. Recourse</p> <p>19. Time allowed for payment</p> <p>20. Reimbursing the administration which paid the indemnity</p>	<p style="text-align: center;">PART IV GIRO CHEQUES AND GIRO TRAVELLERS' CHEQUES</p> <p>28. Payments by means of giro cheques and giro travellers' cheques</p>
	<p style="text-align: center;">PART V NEGOTIATION BY GIRO TRANSFER OF INSTRUMENTS PAYABLE AT GIRO CENTRES</p> <p>29. Instruments payable at giro centres</p> <p>30. Charges</p> <p>31. Liability</p>
	<p style="text-align: center;">PART VI FINAL PROVISIONS</p> <p>32. Application of the Convention</p> <p>33. Exception to the application of the Constitution</p> <p>34. Conditions for the approval of proposals concerning this Agreement and its detailed regulations</p> <p>35. Entry into force and duration of the Agreement</p>

GIRO TRANSFERS AGREEMENT

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Union, having regard to Article 22, § 4 of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964, have by common consent and subject to Article 25, § 3 of the Constitution, drawn up the following Agreement.

PART I

PRELIMINARY PROVISIONS

ARTICLE 1

Purpose of the Agreement

1. This Agreement shall govern the exchange of giro transfers which the contracting countries agree to set up. Any holder of a giro account held in one of these countries may order transfers to the credit of a giro account held in another of these countries.

2. In addition, the Agreement shall provide for the exchange of postal inpayments, giro cheques and giro travellers' cheques between the countries which agree to set up all or some of these services in their reciprocal relations.

3. Subject to special arrangements between the administrations concerned, the service may be extended to the negotiation, by giro transfer, of instruments payable at giro centres.

PART II

GIRO TRANSFERS

CHAPTER I

CONDITIONS FOR THE ACCEPTANCE AND EXECUTION OF TRANSFER ORDERS

ARTICLE 2

Methods of exchange

Giro transfers may be exchanged either by post or, if giro telegrams are accepted in relations between the countries concerned, by telegraph.

ARTICLE 3

Currency. Conversion

1. In the absence of special agreement, the amount of the transfer shall be expressed in the currency of the country of destination.

2. Nevertheless, each administration may allow the aforesaid amount to be shown in the currency of the country of origin by the holder of the account to be debited.

3. The administration of origin shall fix the conversion rate of its currency into that of the country of destination.

ARTICLE 4

Maximum amount

Each administration may limit the value of the transfers which any account holder may order either in a single day or during a specified period.

ARTICLE 5

Charges

1. The charge for a transfer shall not exceed 0.1% of the amount transferred, each administration having the right:

- (a) to round fractions to suit its service requirements;
- (b) to fix a minimum amount for collection which shall not exceed 20 centimes.

2. Instead of this proportional charge, administrations may collect a uniform charge independent of the amount transferred. This uniform charge shall not exceed 50 centimes.

3. The charge for the entry of a transfer to the credit of a giro account shall not be higher than the charge collected for the same operation in the internal service.

ARTICLE 6

Exemption from charges

Transfers relating to the postal service exchanged under the terms of Article 13 of the Convention shall be exempt from all charges.

ARTICLE 7

Advice of transfer

1. For every transfer sent by post an advice of transfer shall be prepared either by the payer or by the giro centre which holds his account.

2. The back of this advice may be used for a private message to the payee.

3. Advices of transfer shall be sent free of charge to the payees after the amounts transferred have been credited to their accounts.

ARTICLE 8

Provisions applicable to telegraph transfers

1. Telegraph transfers shall be subject to the provisions of the Telegraph Regulations attached to the International Telecommunication Convention.

2. In addition to the charge provided for in Article 5, the payer of a telegraph transfer shall pay the telegram charges, including any charge for a private message to the payee and, in addition, a fixed charge not exceeding 1 franc.

3. For each telegraph transfer the giro centre of destination shall prepare an advice of arrival and forward it free of charge to the payee.

ARTICLE 9

Entry to the payee's account. Advice of entry

1. After advising the administrations concerned, the administration of destination may, upon the entry of the credit to the payee's account and if its legislation so requires, either ignore fractions of monetary units or round the amount off to the nearest monetary unit or tenth part thereof.

2. In relations between countries whose administrations have so agreed the payer may ask for an advice of entry to the credit of the payee's account. Article 38 of the Convention shall apply to advices of entry.

3. The charges to be collected in accordance with § 2 shall be deducted in advance from the payer's account.

ARTICLE 10

Exchange of transfers

1. Transfers shall be notified by the administration of origin to the administration of destination by means of lists.

2. In the absence of special agreement, amounts to be transferred shall be expressed, in the list, in the currency of the country of destination.

ARTICLE 11

Offices of exchange

Transfer lists shall be exchanged exclusively through the giro centres called "offices of exchange", designated by the administration of each of the contracting countries.

CHAPTER II

CANCELLATION. INQUIRIES

ARTICLE 12

Cancellation of transfers

The payer may, within the terms of Article 27 of the Convention, have a transfer cancelled so long as it has not been credited to the payee's account. Any request for cancellation shall be in writing and addressed to the administration to which the drawer gave the transfer order.

ARTICLE 13

Inquiries. Requests for information

1. Any inquiry or request for information about the execution of a transfer shall be addressed by the payer to the administration to which he gave the transfer order, except where he has authorised the payee to deal with the administration holding the latter's account.

2. Article 36 of the Convention shall apply to inquiries as well as to requests for information.

ARTICLE 14

Transfers not credited to the payee's account

The value of any transfer which, for any reason, it has not been possible to credit to the payee's account shall be re-credited to the payer's account.

CHAPTER III

LIABILITY

ARTICLE 15

Principle and extent of liability

1. Postal administrations shall be liable for amounts debited against the payer's account until such time as the transfer has been duly effected.
2. Administrations shall be liable for erroneous information supplied by their service in transfer lists or telegraph transfers. Liability shall extend to errors of conversion and telegraphic transmission errors.
3. Administrations shall assume no liability for delays which may occur in the transmission and execution of transfers.

ARTICLE 16

Exceptions to the principle of liability

Postal administrations shall be relieved of all liability:

- (a) when, owing to the destruction of official records by "*force majeure*", they cannot account for the execution of a transfer, unless proof of their liability is otherwise produced.
- (b) when the payer has made no claim within the period prescribed in Article 36, § 1 of the Convention.

ARTICLE 17

Determination of liability

Except where the terms of Article 24, §§ 2 to 5 of the Postal Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement apply, liability shall rest with the postal administration of the country where the error occurs.

ARTICLE 18

Refund of amounts owing. Recourse

1. The obligation to indemnify the claimant shall rest with the administration to whom the inquiry is addressed.
2. Whatever the reason for the refund, the amount refunded to the payer of a transfer may not exceed that debited against his account.
3. The administration which indemnified the claimant shall have the right of recourse against the administration which is liable.
4. The administration which finally bore the cost shall have the right of recourse, up to the amount paid, against the person benefiting from the error.

ARTICLE 19

Time allowed for payment

1. Payment of amounts owing to the claimant shall be made as soon as the liability of the service has been established, within a maximum period of six months from the day following the day of inquiry.

2. If the administration presumed to be liable, although duly informed, has allowed five months to pass without settling a claim, the administration to whom the inquiry was made shall be authorized to indemnify the claimant on behalf of the other administration.

ARTICLE 20

Reimbursing the administration which paid the indemnity

1. The administration which was liable shall be bound to reimburse the administration which indemnified the claimant within four months of dispatch of the advice of payment.

2. At the end of that period, the amount due to the administration which reimbursed the claimant shall be chargeable with interest on overdue payments at the rate of 5% per annum.

CHAPTER IV

ACCOUNTING

ARTICLE 21

Preparation and settlement of accounts

1. Each administration shall prepare, for each contracting country and on each working day on which transfers have been exchanged, an account summarizing the totals of the transfer lists forwarded, in both directions on the day in question. Administrations may come to an agreement to group the totals of several days in a single account.

2. These accounts shall not be settled by an offset arrangement. Each administration shall pay the total amounts due. In the absence of special agreement, this settlement shall be effected in the currency of the creditor country.

3. Notwithstanding § 2, two administrations may agree to settle their accounts by an offset arrangement. In this case, the lower credit shall be converted into the currency of the higher credit by using as the conversion rate the arithmetic mean of the officially quoted exchange rates of the stock exchanges or banks specially nominated by each country concerned, on the last date of exchange quotations preceding the day to which the account relates; these average rates shall be invariably calculated to four decimal places.

4. The amounts to be settled shall become chargeable with interest upon expiry of a period and at a rate to be mutually fixed by the administrations of the contracting countries; this rate of interest may not exceed 5% per annum.

ARTICLE 22

Payment. Interest on overdue payments

1. Each administration may maintain with the administration of the corresponding country, in the currency of that country, a credit from which the amounts owing shall be deducted; if this credit is not sufficient to cover the orders given, the transfers shall nevertheless be credited to the payees' accounts.

2. This credit may not, in any circumstances, be otherwise appropriated without the agreement of the administration which established it.

3. The creditor administration shall have the right to demand payment of amounts owing at any time, in which case it shall fix the date upon which payment is to be made, taking into account the time allowance for distance. If the debtor administration does not make the payment on the due date, the maximum rate of interest provided for in Article 21, § 4, shall apply.

4. No unilateral measure, such as a moratorium, prohibition of transfer etc., may impinge upon the provisions of this Agreement and its Detailed Regulations on the preparation and settlement of accounts.

ARTICLE 23

General quarterly account

At the end of each quarter, the administrations which prepare the daily accounts shall send to the corresponding administrations, for approval, a general summary of those accounts, advance payments on account and, if appropriate, interest due. The balances of the general quarterly account shall be carried forward to the following quarter. Administrations may agree to replace this quarterly account by notification of balances at the end of the quarter.

CHAPTER V

MISCELLANEOUS PROVISIONS

ARTICLE 24

Application to open a giro account abroad

1. Where an application is made to open a giro account in a country with which the country of residence of the applicant exchanges giro transfers, the administration of the country of residence shall be bound, in verifying the application, to co-operate fully with the administration responsible for keeping the account.

2. Administrations shall pledge themselves to carry out this verification with all due care and diligence without, however, assuming any liability on that account.

3. At the request of the administration which keeps the account, the administration of the country of residence shall also undertake, as far as possible, to verify information about any change in the legal capacity of the account holder.

ARTICLE 25

Free postage

1. Envelopes containing account statements addressed by giro centres to account holders shall be sent by the quickest route (air or surface) and forwarded free in each country of the Union.

2. The redirection of these envelopes in any country of the Union shall not, in any circumstances, deprive them of the benefit of this exemption.

ARTICLE 26

Directory of account holders

1. Account holders may obtain, through the administration which holds their accounts, directories of account holders published by other administrations, at the price fixed by the latter in their inland services.

2. Each administration shall provide the administrations of the contracting countries, free of charge, with the directories necessary for the execution of the service.

PART III

GIRO INPAYMENTS

ARTICLE 27

General provisions

1. Any person residing in one of the countries which provide the giro inpayment service may order inpayments to be made to the credit of a giro account held in another of those countries.

2. Except for the special provisions below, all that is expressly provided for giro transfers shall apply equally to inpayments.

3. The charge for a giro inpayment shall not exceed $\frac{1}{4}\%$ of the amount paid in. Instead of this proportional charge, administrations may collect a uniform charge regardless of the amount paid in. This uniform charge shall not exceed 1 franc.

4. A receipt shall be given free of charge to the inpayer at the time the money is paid in.

5. In the absence of special agreement, administrations shall prepare an account for inpayments only, similar to that prescribed for transfers in Article 21, § 1.

PART IV

GIRO CHEQUES AND GIRO TRAVELLERS' CHEQUES

ARTICLE 28

Payments by means of giro cheques and giro travellers' cheques

1. Any giro account holder in one of the countries which agree to exchange giro cheques may order amounts that he wishes to have paid to non-holders residing in another of those countries to be debited against his account.

2. At his request, there may be sent to any giro account holder in one of the countries which agree to exchange giro travellers' cheques, giro travellers' cheques payable in another of those countries.

3. The conditions of acceptance and execution of payments by means of giro cheques and giro travellers' cheques shall be fixed by the countries which agree to exchange them.

PART V

NEGOTIATION BY GIRO TRANSFER OF INSTRUMENTS
PAYABLE AT GIRO CENTRES

ARTICLE 29

Instruments payable at giro centres

1. Subject to agreement with the administration of the paying country, giro centres which receive for collection bank cheques or bills of exchange payable in a foreign giro centre shall send them to the office of payment which shall proceed with their negotiation by giro transfer.

2. The instruments shall comply with the procedural conditions laid down for bills for collection.

3. Administrations shall draw up by mutual agreement the necessary regulations for the execution of protest formalities as well as the conditions under which part payments may be accepted.

ARTICLE 30

Charge

On any instruments accepted for collection by a giro centre a charge not exceeding 20 centimes may be made on behalf of the receiving administration.

ARTICLE 31

Liability

1. Postal administrations shall be liable for the amount of the instruments debited against the accounts.

2. Administrations shall not be liable for delays in:

(a) the sending or presentation of instruments;

(b) the preparation of protests or the institution of the legal proceedings which they undertake under the terms of Article 29, § 3.

PART VI

FINAL PROVISIONS

ARTICLE 32

Application of the Convention

The Convention shall be applicable, where appropriate, by analogy, in all cases not expressly governed by this Agreement.

ARTICLE 33

Exception to the application of the Constitution

Article 4 of the Constitution shall not apply to this Agreement.

ARTICLE 34

Conditions of approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations

1. To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreement. Half of these member countries represented at Congress must be present at the time of voting.

2. To become effective, proposals introduced between two Congresses relating to this Agreement and its Detailed Regulations shall obtain:

(a) two-thirds of the votes, if they involve the addition of new provisions or amendments to the provisions of this Agreement and its Detailed Regulations;

(b) a majority of the votes, if they involve interpretation of this Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in Article 32 of the Constitution.

ARTICLE 35

Entry into force and duration of the Agreement

This Agreement shall come into force on 1 July 1971 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the Plenipotentiaries of the Governments of the contracting countries have signed this Agreement in a single original which shall be deposited in the Archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Tokyo, 14 November 1969.

Signatures

(The same as at pages 12 to 30)

[For ratifications, etc. see page 91]

DETAILED REGULATIONS OF THE GIRO TRANSFERS AGREEMENT

CONTENTS

<p style="text-align: center;">PART I TRANSFERS</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER I PRELIMINARY PROVISIONS</p> <p>Art.</p> <p>101. Information to be supplied by administrations</p> <p>102. Forms for the use of the public</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER II ISSUE. TRANSMISSION</p> <p>103. Entries on forms</p> <p>104. Preparation of transfer advices</p> <p>105. Transfer lists</p> <p>106. Preparation of summary lists</p> <p>107. Transmission of transfers</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER III SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES OFFERED TO THE PUBLIC</p> <p>108. Request for an advice of entry</p> <p>109. Request for the cancellation of a transfer</p> <p>110. Inquiries. Requests for information</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER IV OPERATIONS AT GIRO CENTRE OF DESTINATION</p> <p>111. Return of advices of entry</p> <p>112. Verifications of transmissions and treatment of irregularities</p> <p>113. Cancellation of a transfer</p> <p>114. Non-execution of a transfer</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER V ACCOUNTING</p> <p>115. Preparation of accounts</p> <p>116. Refund of amounts owing</p>	<p style="text-align: center;">CHAPTER VI MISCELLANEOUS PROVISIONS</p> <p>Art.</p> <p>117. Postage-free envelopes containing account statements</p> <p>118. Application to open a giro account abroad</p> <p style="text-align: center;">PART II TELEGRAPH TRANSFERS</p> <p>119. Common provisions</p> <p>120. Preparation of telegraph transfers</p> <p>121. Telegraph transfer lists</p> <p>122. Preparation of summary lists</p> <p>123. Request for an advice of entry</p> <p>124. Entry of telegraph transfers</p> <p>125. Advice of entry</p> <p>126. Verification of transmissions, etc., and treatment of irregularities</p> <p style="text-align: center;">PART III GIRO INPAYMENTS</p> <p>127. General provisions</p> <p style="text-align: center;">PART IV INSTRUMENTS PAYABLE AT GIRO CENTRES</p> <p>128. Application of the Detailed Regulations of the Collection of Bills Agreement</p> <p>129. Special conditions to be fulfilled by instruments</p> <p>130. Preparation and transmission of statements of instruments sent</p> <p>131. Dispatch of funds</p> <p style="text-align: center;">PART V FINAL PROVISIONS</p> <p>132. Entry into force and duration of the Regulations</p> <p style="text-align: center;">ANNEXES</p> <p>Forms: see "List of forms"</p>
---	---

DETAILED REGULATIONS OF THE GIRO TRANSFERS AGREEMENT

Having regard to Article 22, § 5 of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964, the undersigned, on behalf of their respective postal administrations, have by common consent drawn up the following measures for ensuring the implementation of the Giro Transfers Agreement.

PART I

TRANSFERS

CHAPTER I

PRELIMINARY PROVISIONS

ARTICLE 101

Information to be supplied by administrations

1. Administrations shall send to each other direct:
 - (a) the names of the offices of exchange referred to in Article 11 of the Agreement;
 - (b) specimen impressions of the authentication stamps used in the offices of exchange;
 - (c) a list—with specimen signatures—of the officials who are authorized to sign the summary lists in those offices; this list shall be supplied in sufficient copies to meet the needs of the service. In cases of amendment, a complete new list shall be sent to the corresponding administration; however, if it is just a question of cancelling one of the listed signatures, it shall be sufficient to have it struck off the existing list which shall continue to be used;
 - (d) the rate of conversion fixed for transfers and inpayments, if this is specially requested.
2. In addition, they shall send to the International Bureau:
 - (a) a list of the countries with which they exchange transfers or inpayments and, if applicable, telegraph transfers or inpayments;
 - (b) the names of the offices of exchange referred to in Article 11 of the Agreement.
3. Any amendment to the information mentioned above shall be notified without delay.

ARTICLE 102

Forms for the use of the public

1. For the purpose of applying Article 8, § 2 of the Convention, the following shall be considered as forms for the use of the public:

- VP 1 (advice of transfer or inpayment)
- VP 7 (inquiry about a transfer or inpayment)
- VP 10 (advice of entry).

2. Internal service forms used as transfer advices under the conditions set out in Article 104, § 1, shall not be subject to these provisions.

CHAPTER II

ISSUE. TRANSMISSION

ARTICLE 103

Entries on forms

1. Entries on transfer service forms shall be made very clearly, in Roman characters and Arabic numerals preferably typewritten.

2. Entries in indelible pencil or in ordinary pencil shall be forbidden; however, signatures may be in indelible pencil.

ARTICLE 104

Preparation of transfer advices

1. Transfer advices shall be prepared, on forms conforming to the annexed specimen VP 1, either by the holder of the account to be debited or by the giro centre holding the account; however, each administration may, exceptionally, authorize the use of its own internal service forms.

2. When the payer shows the amount to be transferred in the currency of the country of origin the centre receiving the transfer order—or the office of exchange—shall do the conversion and enter in red ink, on the advice, the value of the transfer in the currency of the country of destination.

3. Transfer advices shall bear the date-stamp impression of the giro centre of origin.

ARTICLE 105

Transfer lists

1. Transfer lists shall be prepared by the offices of exchange on forms conforming to the annexed specimen VP 2. Administrations may agree that column 3 of the form need not be filled in. Each list shall bear the impression of the stamp of the centre which prepared it.

2. The transfer lists, to which are attached the transfer advices sent by post, shall be sent, once each working day, to the corresponding offices of exchange; however, the administrations concerned may come to an arrangement to group transfers for several days on a single list.

ARTICLE 106

Preparation of summary lists

1. The total of the lists addressed to each particular office of exchange shall be carried over to a summary list in the form of the annexed specimen VP 3, the grand total of which shall be given in words or printed in figures by means of a cheque protection machine.

2. The entry number on the summary list shall be carried forward to each transfer list.

3. The summary lists shall be stamped with the stamp of the centre which prepared them and signed by the official or officials authorized to do so. Each of

these summary lists shall be numbered consecutively in a series which is renewed each month for each office of exchange.

4. Each final summary list sent off at the end of each month shall be endorsed "Dernière lettre d'envoi No.....". (Final Summary List No.....). When an office of exchange has no transfers to send to the corresponding office on the last working day of a month, it shall send a "nil" summary list annotated in the same way "Dernière lettre d'envoi No.....". (Final Summary List No.....).

ARTICLE 107

Transmission of transfers

The summary lists, lists and transfer advices shall be placed together in sealed packets and sent post-free to the destination office of exchange by the quickest route (air or surface mail); these packets may be registered.

CHAPTER III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES OFFERED TO THE PUBLIC

ARTICLE 108

Request for an advice of entry

1. When, at the time he orders the transfer, the payer asks for an advice of entry to be sent to him in accordance with Article 9 of the Agreement, the letters "AI" shall be shown on the VP 2 list opposite the corresponding entry; in the case of a transfer sent by post, the words "Avis d'inscription" (Advice of entry) shall be entered conspicuously on the transfer advice. In addition, if the payer wishes the advice of entry to be sent by air, the words "Par avion" (Air Mail) shall also be shown on the advice.

2. A form conforming to the annexed specimen VP 10 or a C 5 form, provided for in Article 131, § 2, of the Detailed Regulations of the Convention, properly filled in insofar as the address of the payer (front) and the description of the transfer (back) are concerned, shall be attached to the relevant transfer advice.

ARTICLE 109

Request for the cancellation of a transfer

1. For every request for cancellation to be transmitted by post the centre of origin shall prepare a form conforming to the annexed specimen VP 5 and send it to the office of exchange in its country; the latter office shall complete the form by entering details of the transmission of the transfer to the office of exchange in the country of destination and forward it to that office by registered post.

2. If the request is to be sent by telegraph, a form conforming to the annexed specimen VP 6 shall be filled in by the centre or office of exchange of origin and the particulars sent in the form of a paid telegraph service advice to the centre holding the account to be credited. The service advice shall be confirmed immediately by post on a VP 5 form which shall go through the offices of exchange of the two countries.

ARTICLE 110

Inquiries. Requests for information

Any inquiry or request for information about the execution of a transfer order shall be prepared on a form conforming to the annexed specimen VP 7 by the giro centre holding the account to be debited and shall be sent, if appropriate, via the offices of exchange in each of the countries concerned, to the giro centre holding the account to be credited; it shall be dealt with in accordance with Article 143, § 2 of the Detailed Regulations of the Convention.

CHAPTER IV

OPERATIONS AT THE GIRO CENTRE OF DESTINATION

ARTICLE 111

Return of advices of entry

The advice of entry referred to in Article 108, duly completed by the giro centre holding the account credited, shall be sent direct to the payer.

ARTICLE 112

Verification of transmissions and treatment of irregularities

1. Upon receipt of the packets containing the summary lists, the lists and transfer advices, the office of exchange of destination shall proceed to check them. If it finds any irregularity or omission, it shall immediately bring this to the notice of the office of exchange of origin by means of a letter in the form of the annexed specimen VP 4 and the latter shall reply by the quickest route (air or surface) and send duplicates of any missing documents. Requests for information and duplicates of missing documents shall also be exchanged by the quickest route (air or surface).

2. If the irregularity concerns a discrepancy between the amounts on the transfer advice and the transfer list, the destination office of exchange shall be authorized to carry out the transfer for the lower of the two amounts; if this is done, the transfer advice of the transfer list and summary list as the case may be shall be amended accordingly in red ink, and the amendment notified to the corresponding office of exchange by means of a VP 4 form.

ARTICLE 113

Cancellation of a transfer

1. A transfer shall be cancelled according to the rules laid down in Article 114; if the cancellation has been requested by telegraph, the giro centre of destination shall hold the transfer advice until receipt of the postal confirmation.

2. The action taken by the giro centre of destination on the cancellation request shall be communicated to the giro centre of origin by the quickest route (air or surface); in the case of a telegraphic cancellation request, it shall not be necessary to wait for the arrival of the VP 5 form before giving this information.

3. Cancellation requests made or forwarded in any way other than that laid down by Article 109 shall be ignored.

ARTICLE 114

Non-execution of a transfer

1. When, for any reason whatsoever, a transfer cannot be credited to the payee's account, it shall be deleted from the list in which it appears and the total of that list as well as that of the corresponding summary list amended in red ink; the office of exchange in the country of origin shall be advised of these amendments by a VP 4 form to which shall be attached, where appropriate, the corresponding transfer advice.

2. If a transfer which was originally not executed is again sent to the office of exchange in the country of destination it shall be treated by the office of exchange in the country of origin as a new transfer.

3. The administrations of contracting countries may come to an arrangement whereby non-executed transfers shall be carried over to a list of transfers to the credit of the administration of origin or settled in some other way; any necessary conversions shall be made at the rate of exchange of the day, as in the case of other transfers, and the transfer advice shall be accompanied by an explanatory note.

CHAPTER V

ACCOUNTING

ARTICLE 115

Preparation of accounts

1. Accounts shall be prepared on forms conforming to the annexed specimen VP 8.

2. They shall be sent as soon as possible to the administration concerned.

3. Administrations using the offsetting method shall prepare their accounts on forms conforming to the annexed specimen VP 11.

ARTICLE 116

Payment of amounts owing

1. The amounts owing for giro transfers shall be paid in the currency of the creditor country, without loss to the latter:

(a) by means of cheques or drafts payable on sight at the capital or at a commercial centre in the creditor country;

(b) or by transfer to a banking institution in that capital or commercial centre;

(c) or by deduction from any credit established under the terms of Article 22, § 1 of the Agreement.

2. Charges shall be borne by the debtor administration with the exception of extraordinary charges such as clearing charges imposed by the creditor country.

CHAPTER VI

MISCELLANEOUS PROVISIONS

ARTICLE 117

Postage-free envelopes containing account statements

Envelopes containing account statements and sent post-free by giro centres to account holders shall bear the designation of the forwarding giro centre and the indication "*Service des postes*" (On Postal Service).

ARTICLE 118

Application to open a giro account abroad

1. Any application to open a giro account abroad shall be addressed by the applicant to the administration called upon to hold the account. It shall be sent to that administration either direct by the applicant or through the giro centre in the area where he resides. Where the applicant already has a national giro account, the application may be forwarded through the giro centre which manages his account.

2. This centre, acting in conformity with the regulations laid down for the opening of an account in its own country, shall verify applications whether made through the said centre or passed to it by a foreign administration to which they have been submitted direct.

3. If necessary, the above-mentioned centre, after consulting the applicant, shall rectify any incorrect information in the application and attach to it a fully completed attestation in the form of the annexed specimen VP 9. In certain special cases not covered by the wording of that form, it may supplement or correct the form if necessary by means of an explanatory letter; it shall then send all these documents to the office of exchange in the country of destination through the office of exchange in its own country. The attestations shall be stamped with an impression of the relief stamp of the intervening country's office of exchange and signed by the official or officials authorized to certify summary lists.

PART II

TELEGRAPH TRANSFERS

ARTICLE 119

Common provisions

The provisions relative to transfers exchanged by post shall apply to telegraph transfers, in everything not expressly covered in this Part II.

ARTICLE 120

Preparation of telegraph transfers

1. For telegraph transfers the giro centre of origin shall send giro telegrams direct to the giro centre which holds the payee's account.

2. Transfer telegrams shall be written in French, in the absence of special agreement, and shall invariably be drawn up as follows:

- indications of service charges paid (if any),
- advice of entry (if any),
- advice of entry by air mail (if any),
- transfer..... (Issue number),
- name of the giro centre of destination,
- name or designation of the payer,
- number of the account debited,
- name of the giro centre holding the payer's account,
- amount to be credited,
- name or designation of the payee,
- number of the account to be credited,
- personal message (if any).

3. Administrations may agree to use a secret code for the complete or partial notification of the issue number and value of each telegraph transfer.

4. The amount to be credited shall be expressed as follows: total number of monetary units in figures, then in words, the name of the monetary unit and fractions of a unit, if any, in figures.

5. Neither the payer nor the payee may be designated by a coded abbreviation or word.

ARTICLE 121

Telegraph transfer lists

Telegraph transfers shall be dealt with in separate VP 2 lists. No transfer advice shall be attached to these lists.

ARTICLE 122

Preparation of summary lists

Where telegraph transfers are collated in separate VP 3 summary lists, these shall be numbered in the same series as summary lists for postal transfers.

ARTICLE 123

Request for an advice of entry

The advice of entry for a telegraph transfer shall be prepared by the centre of destination as soon as the payee's account has been credited.

ARTICLE 124

Entry of telegraph transfers

The giro centre of destination shall credit telegraph transfers to the payee's account without waiting for the corresponding list.

ARTICLE 125

Advice of entry

The advice of entry for a telegraph transfer, as completed by the giro centre holding the account credited, shall be sent to the giro centre which holds the account.

ARTICLE 126

Verification of transmissions and treatment of irregularities

1. When a telegraphic transfer order cannot be executed for any reason for which the payee is not responsible, a telegraph service advice shall be sent to the giro centre of origin stating the reason why the order was not executed. If, after checking, the centre of origin ascertains that the irregularity was due to a service error, it shall rectify it immediately in a telegraph service advice. If not, the correction shall be made by post after consulting the payer; however, if the latter so wishes and offers to pay the charges, the correction may be sent by air or by means of a paid telegraph service advice.

2. Telegraph transfers containing an irregularity which has not been rectified within a reasonable time shall be rejected in accordance with the provisions of Article 114.

PART III

GIRO INPAYMENTS

ARTICLE 127

General provisions

1. Subject to what is provided for in the following paragraphs, the regulations relating to giro transfers shall also apply to giro inpayments.

2. Inpayment advices shall be prepared on VP 1 forms either by the inpayer or by the office of inpayment. They shall be stamped with the date stamp of the office of inpayment.

3. The inpayment lists to which the inpayment advices shall be attached shall be prepared by the offices of exchange on VP 2 forms.

4. The total of each of the transfer lists or inpayment lists addressed to the same office of exchange shall be carried over to a VP 3 summary list.

5. In the absence of special agreement, the accounts for inpayments shall be prepared on VP 8 forms separate from those prepared for transfers.

6. Administrations may agree to group together in the accounts the transfer or inpayment transactions for several days and even to prepare, in place of the separate accounts, common accounts for transfers and inpayments.

PART IV

INSTRUMENTS PAYABLE AT GIRO CENTRES

ARTICLE 128

**Application of the Detailed Regulations of the
Collection of Bills Agreement**

Subject to the special provisions set out below, instruments payable at giro centres shall be, insofar as these are applicable to them, subject to the provisions of the Detailed Regulations of the Collection of Bills Agreement in particular with respect to conditions to be fulfilled by the instruments, the treatment of items bearing prohibited annotations or communications, presentation, time limits for payment and the indication of the reason for non-collection.

ARTICLE 129

Special conditions to be fulfilled by instruments

Instruments payable at giro centres shall bear the number of the giro account to be debited and the name of the giro centre which holds this account.

ARTICLE 130

Preparation and transmission of statements of instruments sent

1. Instruments payable at giro centres shall be set out in statements, in the form of the annexed specimen VP 12, prepared in triplicate.

2. The giro centre of origin shall retain the original and send direct to the giro centre of payment the two other copies of the VP 12 statement to which it attaches the instruments to be collected.

3. After collection, the centre of payment shall return one of the copies of the statement in accordance with the provisions of Article 107, to the administration of origin of the instruments; it shall attach thereto, if applicable, any unpaid instruments.

ARTICLE 131

Dispatch of funds

The giro centre of payment shall issue a transfer order to the amount of the items paid, after deduction of the transfer charge, in favour of the giro account designated by the giro centre of origin.

PART V

FINAL PROVISIONS

ARTICLE 132

Entry into force and duration of the Regulations

1. These Regulations shall come into force on the day on which the Giro Transfers Agreement comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the parties concerned.

Done at Tokyo, 14 November 1969.

Signatures

(The same as at pages 12 to 30)

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of form 2	References 3
VP 1	Transfer or inpayment advice	Art. 104, § 1
VP 2	Transfer or inpayment list	Art. 105, § 1
VP 3	Summary list	Art. 106, § 1
VP 4	Correction to a summary list	Art. 112, § 1
VP 5	Postal request to cancel a transfer or inpayment	Art. 109, § 1
VP 6	Telegraphic request to cancel a transfer or inpayment	Art. 109, § 2
VP 7	Inquiry about a transfer or inpayment	Art. 110
VP 8	Summary account of transfer or inpayment lists	Art. 115, § 1
VP 9	Attestation (opening of a postal giro account abroad)	Art. 118, § 3
VP 10	Advice of entry	Art. 108, § 2
VP 11	Offset account of transfer or inpayment lists	Art. 115, § 3
VP 12	Statement of banking instruments sent	Art. 130, § 1

Postal administration of origin

LIST

VP 2

Postal giro centre

of transfers

of payments

Postal giro centre of destination	Date of list	No. in VP 3 list
	Number of VP 1 advices attached	
	<input type="checkbox"/> Confirmation of a telegraphic transmission	

Payee			Payer or inpayer		Amount
Account		Name and place of address	Account debited or deposit		
Number	Office			Number	Office
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
Total					

Stamp (in relief if possible) of the giro office of exchange and date

Postal administration of origin

VP 3

SUMMARY LIST

Postal giro centre

Lists of transfers

Lists of payments

Postal giro centre of destination	Date of summary list <hr/> No. of summary list <hr/> Number of VP 3 lists attached <hr/>
-----------------------------------	---

Please carry out the orders shown on the attached VP 2 lists, the amounts of which are the following

Serial number	Amount	Serial number	Amount	Serial number	Amount
1	2	3	4	5	6
1		Brought forward		Brought forward	
2		13		24	
3		14		25	
4		15		26	
5		16		27	
6		17		28	
7		18		29	
8		19		30	
9		20		31	
10		21		32	
11		22		33	
12		23		34	
Carried forward		Carried forward		Total	

Total sum of	In words _____
--------------	-------------------

Stamp (in relief if possible) of the giro office or exchange and date
 Signatures

Postal administration of origin

REQUEST FOR CANCELLATION

VP 5

Postal giro centre or inpayment office

Transfer

Inpayment

Giro centre of destination	Date of request
	Notes. To be sent by registered post
	<input type="checkbox"/> Confirmation of a telegraphic request

Confirmation of the telegraphic request	Giro centre or inpayment office of origin
	Date of telegraphic request
	Giro centre of destination

Please cancel the order described below and return the relevant advice to us

Payer or inpayer	Giro centre or inpayment office of origin
	Account or deposit No.
	Name and place of address
Amount	In figures, in currency of the country of destination
Payee	Giro centre
	Account No.
	Name and place of address

Stamp of giro centre or inpayment office of origin and date	Signature
---	-----------

Advice sent:	Date	Summary list No.
	No. of list	Serial No.

Stamp of giro office of exchange of administration of origin and date.	Signature
--	-----------

Postal administration of origin

TELEGRAPHIC REQUEST FOR CANCELLATION

VP 6

Transfer
Date of request

Inpayment

Office where payee's account is held	
"Postbur" cheques	
Cancel <input type="checkbox"/> transfer	<input type="checkbox"/> inpayment
Giro centre or inpayment office of origin	Account No.
Name and place of address of payer or inpayer	
Amount in Arabic figures	
Giro centre of destination	Account No.
Name and place of address of payee	
<input type="checkbox"/> "Postbur" cheques	<input type="checkbox"/> "Postbur"
Notes. Confirm this request immediately in writing, by means of a VP 5 form.	Stamp of giro centre or inpayment office of origin and date

GIRO TRANSFERS—FORMS

Postal administration of origin

INQUIRY

Transfer

Impayment

Giro centre or impayment office of origin		Date of inquiry	
		Date of transfer or impayment	
Payer or Impayer	Name and place of address		Account or deposit No.
Amount	In figures in currency of the country of destination		
Payee	Name and place of address		Account No.
	Giro centre		
Dispatch by the giro centre or impayment office of origin	Giro centre or office of impayment	Stamp	
	Exchange office of origin		
	List No.	Date	
	Signature		
Dispatch by the giro office of exchange of the administration of origin	Exchange office of origin		Stamp
	Exchange office of destination		
	List No.	Serial No.	
	Date		
	Signature		
Dispatch by the giro exchange office of the administration of destination	Exchange office of destination		Stamp
	Giro centre of destination		
	List No.	Date	
	Signature		
Reply from the giro centre of destination			
Stamp of the giro centre of destination and date			
Signature			

Description of the persons representing the applicant

Names and full descriptions of the persons who are legally entitled to represent the applicant according to the register of companies, the appropriate register for cooperative societies, the register of friendly societies, deed of partnership, articles of association, etc.

Name and title	May sign alone	
	Yes	No
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

The powers conferred on the persons enumerated above are subject to the following restrictions

.....

.....

.....

.....

.....

Result of investigation

The attached request to open a postal giro account has been verified by us in conformity with the regulations in force in our country regarding the opening of such accounts

As a result of this investigation we should feel no hesitation, if application were made, in opening a giro account in our service for the applicant described above

An account is already being kept in our service under this description. The applicant is entitled to sign; his signature corresponds to the specimen in our files

Stamp (in relief if possible) of the giro centre and date
Signatures of officials

(Front)

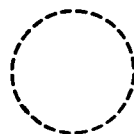
Postal administration of origin

VP 10

ADVICE OF ENTRY

Giro centre or Inpayment office

Stamp of the giro centre preparing the advice



On postal service

- Postal transfer
- Telegraph transfer
- Postal inpayment
- Telegraph inpayment

If this advice is to be returned by air, endorse in bold letters "Renvoi par avion" (Return by air mail) and affix blue "Par avion" (By air mail) stamp or label.

Name of payer or inpayer
Street and number
Place of destination
Country of destination

Giro Transfers, Tokyo 1969, art. 108, § 2 — Size: 148 x 105 mm

(Back)

Amount in figures, in currency of the country of destination

Payer or inpayer. Name and place of address

Account No.

Payee. Name and place of address

Account No.

Giro centre holding the account to be credited

Action on the order described

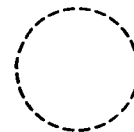
Date

Carried out

Reason

Not carried out

Stamp, date and signature



OFFSET ACCOUNT

VP 11

Postal administration of origin

Lists of transfers

Postal giro centre

Lists of impayments

Corresponding administration	Date of account
	Date of exchange of lists

1. Summary of lists

Lists sent to the corresponding administration	Office of exchange	Lists received from the corresponding administration
Amount		Amount
Total a		Total b

2. Calculation of the average stock-exchange rate

Notes: Final rates for the last day of quotation preceding that to which the account relates. The rates must be those quoted for short-term drafts on the stock exchanges of the places listed below and be shown as the counterpart of 100 units of the currency concerned

Country of the administration preparing the account. Banking establishment	Date of quotation	Currency	Rates quoted	Average rate	Par rate	Discount rate
			Buying			
			Selling			
			Buying			
			Selling			

3. Balance

Notes: Difference according to 1 on converting the smaller sum into the currency of the larger sum at the discount rate in 2

Total a		Total b	
Less total b		Less total a	
To the debit of the administration preparing the account		To the credit of the administration preparing the account	
Stamp of the administration preparing the account Date and signature		Seen and accepted by the corresponding administration Stamp, date and signature	

RATIFICATIONS AND APPROVALS OF GIRO TRANSFERS AGREEMENT

<i>State</i>	<i>Date of Deposit</i>
Austria (R)	27 Aug. 1971
Belgium (A)	21 May 1971
Chad (R)	6 Jan. 1972
Chile (R)	20 Sept. 1972
Denmark (R)	17 Feb. 1971
Finland (R)	21 July 1972
France (A)	18 Feb. 1971
Ensemble of Territories represented by the French Office of Overseas Post and Telecommunications (A)	18 Feb. 1971
Gabon (R)	23 Nov. 1972
Germany, Federal Republic of (including Land Berlin) (R)	5 Oct. 1971
Greece (R)	31 May 1972
Iceland (R)	29 Mar. 1971
Italy (R)	30 Aug. 1972
Japan (A)	8 June 1971
Laos (A)	15 Oct. 1971
Liechtenstein (R)	5 Nov. 1971
Luxembourg (R)	6 Aug. 1971
Mali (R)	18 Aug. 1972
Monaco (R)	14 July 1971
Netherlands (R)	7 Sept. 1971
Netherlands Antilles and Surinam (R)	7 Sept. 1971
Niger (A)	21 June 1971
San Marino (A)	1 July 1971
Sweden (R)	1 Oct. 1971
Switzerland (R)	23 Mar. 1971
Togo (R)	15 Dec. 1971
Tunisia (R) (with reservation) ¹	16 Nov. 1971
United Arab Republic (R)	3 June 1971
United Kingdom (including the Channel Islands and the Isle of Man) (A)	30 June 1972
Upper Volta (A)	29 May 1971

¹ By the terms of their instrument, the Government of Tunisia ratified subject to the reservation that:

(translation) . . . the postal items and transfers be subject to the regulation of exchanges.